

Faux ventre de femme enceinte : un couple d'adeptes de la religion de Thanatos arrêté...

écrit par Diogene le paien | 24 décembre 2015



Un couple de Montpelliérains radicalisés a été placé en garde à vue. Un faux ventre de femme enceinte découvert à leur domicile sème le trouble.

Selon une source proche du dossier, les enquêteurs ont découvert un faux ventre de femme enceinte qui, recouvert d'une couche d'aluminium, pourrait servir à dissimuler des objets. Selon Midi Libre, la finalité pourrait être d'échapper à des détections. © JACQUES DEMARTHON

Une jeune Française convertie à l'islam et son compagnon, tous deux originaires de Montpellier, sont en garde à vue depuis lundi soir dans une enquête antiterroriste menée à Paris, après la découverte d'un mystérieux faux ventre de femme enceinte. Ces gardes à vue interviennent alors que la tension est forte en France à l'approche des fêtes de fin d'année, environ un mois et demi après les attentats de Paris. Mardi, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'un projet d'attentat avait été déjoué la semaine dernière près d'Orléans.

Le couple de Montpellier – elle est âgée de 23 ans, lui de 35 ans – avait été initialement placé en garde à vue pour apologie de terrorisme dans une enquête menée localement, a indiqué une source judiciaire, qui confirmait une information de Midi libre. Mais le parquet antiterroriste de Paris a ouvert le 17 décembre une enquête de son côté. Selon une source proche du dossier, les enquêteurs ont découvert un faux ventre de femme enceinte qui aurait pu servir à dissimuler des

objets, recouvert d'une couche d'aluminium dont, selon le journal, la finalité pourrait être d'échapper à des détecteurs. Le faux ventre avait été évidé artisanalement.

Aucun explosif n'a été retrouvé, mais l'analyse des ordinateurs utilisés par le couple a permis d'établir que des photos de djihadistes avaient été consultées, et des recherches effectuées sur la fabrication d'engins explosifs, selon la source proche du dossier. Le couple est uni religieusement. Sollicité, le parquet de Paris se refuse à tout commentaire tant que les gardes à vue sont en cours.

Argent liquide

De façon générale, "le devoir de vérité, c'est de répéter que la menace n'a jamais été aussi élevée", a insisté le Premier ministre Manuel Valls mercredi à l'issue du conseil des ministres, un peu moins d'un mois et demi après les attentats du 13 novembre à Paris, qui ont fait 130 morts. "Le devoir de vérité, c'est de dire que nous devons faire face à une guerre, une guerre contre le terrorisme, contre le djihadisme, contre l'islamisme radical", a-t-il martelé, en présentant le projet de révision constitutionnelle décidé après les attentats, qui inclura finalement l'extension très polémique de la déchéance de nationalité.

Mardi, le ministre de l'Intérieur avait affirmé que le projet d'attaque contre les forces de l'ordre déjoué dans la région d'Orléans portait "à 10 le nombre d'attentats déjoués sur le territoire national depuis 2013". Bernard Cazeneuve a annoncé l'arrestation de deux jeunes Orléanais, interpellés et écroués samedi, âgés de 24 et 25 ans. L'un est originaire du Maroc et l'autre du Togo, selon une source policière.

Aucune cible concrète n'avait été décidée, selon une source proche de l'enquête, mais les deux hommes avaient engagé des démarches pour se procurer des armes, notamment des kalachnikovs. Selon une source proche du dossier, l'un d'eux s'est rendu avec de l'argent liquide à Marseille il y a quelques semaines, mais semble être revenu sans armement.

Départs continus en Syrie

Ils étaient "en contact avec un Français djihadiste présent en Syrie, dont l'enquête devra établir s'il était le commanditaire des attaques, que l'un des deux interpellés a reconnu au cours de sa garde à vue avoir projetées à l'encontre de militaires, de gendarmes, de policiers et de représentants de l'État", selon M. Cazeneuve. Selon les premiers éléments de l'enquête, ce djihadiste est également orléanais. L'un des deux hommes écroués a aussi tenté en vain de se rendre en Syrie.

Le chef du gouvernement a annoncé mercredi que "le seuil des 1 000 individus ayant rejoint depuis la France les groupes djihadistes en Syrie ou en Irak (venait) d'être franchi". "Environ 600 d'entre eux y sont toujours et on estime à 148 le nombre d'individus ayant trouvé la mort", a-t-il ajouté, précisant que "250 sont revenus sur notre sol".

http://www.lepoint.fr/justice/une-femme-kamikaze-arretee-a-montpellier-23-12-2015-2004832_2386.php

Il est clair que nos compatriotes sont en danger et que le simple principe de précaution voudrait voir interdit tout accoutrement islamique comme le nikab, qui permet de cacher une ceinture d'explosifs. Mais on peut attendre que les poules aient des dents pour que Hollande prenne cette décision.